



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

N°9 - Mai 2012

Dans ce numéro du mois de mai 2012, France-Wallonie-Bruxelles propose à ses lecteurs, ainsi qu'à ceux de 4 millions 7, de larges extraits de l'étude que Jacques Lenain a consacrée à la notion de "Fédération Wallonie-Bruxelles". Elle est disponible dans son intégralité sur le site électronique de l'auteur (<http://www.belgique-francaise.fr/>) et sur ceux du Groupe d'études pour la Wallonie intégrée à la France (GEWIF, <http://www.gewif.net/>) et de l'Alliance Wallonie France (AWF, <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>).

Ancien élève de l'ENA, haut fonctionnaire français en retraite, Jacques Lenain est un fin connaisseur de la réalité

politique belge, en particulier du régionalisme. Son analyse des formes que pourrait prendre la réunion de la "Belgique française" à la France, fait autorité. Dans l'étude publiée ci-après, Jacques Lenain se livre à une déconstruction précise et méthodique de la notion de "Fédération Wallonie-Bruxelles", avant de détailler les conditions à remplir pour la rendre opérante, dans la perspective de la disparition de la Belgique et de la réunion de la Wallonie et de Bruxelles à la France.

La rédaction forme le vœu que cette analyse éclaire les lecteurs de France-Wallonie-Bruxelles et de 4 millions 7, alimente leurs réflexions et ouvre un débat.

LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES : UN NON-ÊTRE

En cette année 2011, face à la pression de la Flandre nationaliste et en pleine négociation de la sixième réforme de l'Etat exigée par elle, les quatre partis politiques franco-belges de gouvernement (PS, MR, CDH, Ecolo) ont cru opportun d'annoncer conjointement la création d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles", une idée en gestation depuis 2008. La déclaration de principe relative à cette "Fédération" a été suivie d'une délibération de la "Communauté française de Belgique", l'une des six entités de la Belgique fédéralisée, par laquelle elle adoptait, unilatéralement, cette dénomination "fédérale", à la place de son appellation "communautaire", pourtant établie par la Constitution belge.

ici cette analyse, une distinction fondamentale s'impose : que peut être la FWB dans le cadre belge, en prenant en compte la réforme annoncée de l'Etat, et que pourrait-elle être dans l'après-Belgique, une fois le Royaume désintégré ?

I. LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES DANS LE CADRE BELGE ?

A. Par construction, la prise de distance progressive de la Flandre d'avec la Belgique contribue, mécaniquement, à rapprocher la Wallonie et Bruxelles, deux entités francophones accolées dans une étroite et courte impasse par la volonté flamande d'émancipation totale, toujours plus exigeante. Une impasse existentielle commune, puisque les dirigeants et populations de Wallonie et de Bruxelles se voient toujours comme pleinement "belges". Une impasse également financière pour l'une et l'autre, et surtout pour la Wallonie, qui ne peut maintenir ses services publics et sa protection sociale sans les transferts financiers venant de Flandre, et aussi de Bruxelles, par le canal de

l'Etat fédéral. Et une impasse territoriale pour Bruxelles, du fait d'un encerclement flammard absolu et agressif, que l'accord institutionnel d'octobre 2011 va contribuer à renforcer (scission actée de l'arrondissement électoral et judiciaire de BHV).

Contrairement à la Flandre, pour qui Communauté et Région sont fusionnés, et qui tire une partie de sa force de cette unité, exprimée par un unique parlement et un unique gouvernement, l'atelage francophone est formé de deux Régions et de sa Communauté française, avec donc trois parlements et trois gouvernements (avec la contrainte majeure supplémentaire que le gouvernement et le parlement bruxellois sont sous le contrôle des élus flamands...). Les procédures institutionnalisées de représentation politique partagée et de travail en commun entre les organes de ces trois institutions restent de faible portée. Et la Communauté, commune aux deux espaces régionaux, compétente pour les affaires de langue, d'éducation, de culture et certaines questions sociales, fort critiquée pour ses dysfonctionne-

ments, ne joue pas le rôle de trait d'union attendu. Aussi, à première vue, l'annonce, dès 2008, de la constitution d'une union wallon-bruxelloise au sein de l'Etat belge pour contre l'activisme nationaliste flamand, créée trois ans plus tard par cette idée d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles", qui souligne la proximité qui existe entre ses deux membres, qui permet d'affirmer une union des deux entités face à la Flandre, et qui fait consensus entre les quatre principaux partis "franco-belges" (cinq maintenant depuis la séparation du MR et du FDF), ne peut que recevoir l'approbation des "francophones" de Belgique. Cette exigence d'unité des deux entités a de plus pour avantage de donner à croire qu'elle peut constituer le moyen de préparer, entre francophones de Wallonie et de Bruxelles, et tout en restant à l'intérieur du cadre belge, un avenir tousjours commun dans le cas où le lien avec la Flandre viendrait à se rompre. Ce faisant, elle a pour vertu de faire opposition aux tendances centrifuges de certains milieux wallingants et bruxelloisants,



donc de faire barrage à l'idée alternative d'une Bruxelles Cité-État à vocation internationale (vision angélique qui ignore superbement son encerclement territorial par une Flandre durablement hostile et annexionniste) et d'une Wallonie Etat indépendant (comme si la population d'une non-ration pouvait supporter durablement une baisse brutale de son niveau de vie de l'ordre de 20 %...).

B. Mais cette idée de "Fédération Wallonie-Bruxelles", si on ne la précise pas, n'aide en rien à concevoir et à bâtir une entité (sans la Flandre) qui serait réellement commune à la Wallonie et à Bruxelles. (...) Or, on a beau chercher, on ne trouve pas le moindre indice qui donnerait de la substance à cette "Fédération", à commencer dans le présent cadre belge. Et les quatre choses juridiquement certaines que nous pouvons identifier nous disent bien tout le contraire.

Le premier élément certain est que les instances de la Communauté française de Belgique ont décidé de rebaptiser "FWB" l'adite Communauté. N'est-ce pas déjà un excellent indicateur que la Fédération n'est rien de plus que la Communauté ?

Le second élément, plus lourd encore, est qu'il n'existe pas (et ne pourra exister) de délibération du Parlement bruxellois approuvant cette "Fédération" et portant adhésion de Bruxelles à celle-ci, contrairement à ce qu'a fait le Parlement wallon. Or, comment une « Fédération » qui prétend associer la Wallonie et Bruxelles pourrait-elle exister en se passant de l'approbation/adhésion de l'un de ses deux membres ?

Le troisième élément, complément du second, est que, si le

Parlement wallon a pu proclamer son adhésion à cette idée fédérale, il n'y a pas de contrat fédéral qui lie la Wallonie et Bruxelles. Dit autrement, Bruxelles ne peut contracter avec la Wallonie, ni même avec la Communauté... tout simplement parce que les pouvoirs flamands, dont le pouvoir flamand au sein même des institutions régionales bruxelloises (droit de veto) ne pourraient que s'y opposer et l'empêcher...

Le quatrième élément, partiellement éclairant, tient à ce que, dans l'accord institutionnel de réforme de l'État acté en octobre dernier par les quatre partis politiques francophones et quatre partis flamands, cette "Fédération" n'est nullement mentionnée, même sous forme allusive. Il apparaît que les partis francophones ne l'ont pas demandé... et que les partis flamands n'ont cure de cette idée francophone, puisque, après avoir protesté très mollement au moment de la déclaration de cette FWB, ils ont complètement oublié le sujet... Ainsi, dans l'accord d'octobre dernier, c'est toujours la "Communauté française de Belgique" qui est mentionnée pour recevoir des attributions nouvelles et des financements complémentaires, et non une quelconque "Fédération". (...)

Donc, cette création, sans aucune base légale, et sans aucune conséquence légale et opérationnelle, d'une "Fédération" Wallonie-Bruxelles, est fautive. Elle est purement déclarative. Elle constitue juste une posture verbale de la classe politique francophone pour camoufler (très mal), devant un électoral désorienté et des élites déboussolées, sa reculade continue devant la Flandre et son désarroi stratégique. Ainsi, dans

le cadre de l'État belgo-flamand tel qu'il est et restera, la "Fédération Wallonie-Bruxelles" est un simple slogan "contre-flamand", une posture de résistance sans risque à destination de la population francophone.

C. Cependant, devant la nécessité de préparer une après-Belgique, soit d'imaginer un État sans la Flandre, pour la Wallonie et pour Bruxelles, on peut prétendre que cette idée de "Fédération" pourrait être l'expression d'une démarche anticipatrice de la construction d'un projet d'État fédéral wallo-bruxellois. Et, certes, c'est bien l'une des missions essentielles des partis politiques franco-belges, désormais largement convaincus qu'ils vivent les dernières années d'un État commun avec la Flandre, de se préparer et de préparer la Wallonie et Bruxelles à cette échéance qui se rapproche.

Mais, au titre d'un futur post-belge, rien ne peut être envisagé ni dit de sérieux, aujourd'hui, au sein de la communauté francophone, par les forces politiques franco-belges, sur le sort à venir du couple wallo-bruxellois une fois que la Flandre sera devenue pleinement indépendante, car tenter, aujourd'hui, de préciser publiquement ce que pourrait être cette "Fédération" future serait une atteinte grave à la loyauté due au présent Royaume et à son roi... Une loyauté qui est commune aux quatre (cinq depuis peu) partis politiques francophones et à toutes les élites francophones, et qui donc les paralyse. Si, somme toute, le fondement du concept de "Fédération Wallonie-Bruxelles" est de poursuivre la Belgique encore avec la Communauté/Région Flandre tout en lui résistant, il serait totalement prématuré, pour ces partis toujours si "belges", de mettre

sur la table un projet élaboré de "Fédération Wallonie-Bruxelles" qui prévoirait de la poursuivre sans elle...

Dès lors, on le voit, cette idée d'un État fédéral Wallonie-Bruxelles, d'un futur État sans la Flandre reste bien fondamentalement "belgicaine", en ce sens qu'elle n'est rien de plus qu'une formule incantatoire, un songe informe, qui ne fait – et ne fera – l'objet d'aucune description dans quelque document public que ce soit. Quelles institutions communes, quel partage des compétences, quelle solidarité fiscale, quels financements des dettes et des charges courantes pour cet État futur, cette future Fédération ? On peut mettre au défi, sans prendre le moindre risque, quiconque se voudrait l'avocat de cette future "Fédération Wallonie-Bruxelles" de rédiger un tel document, qui en décrirait les attributs, l'organisation, la répartition des pouvoirs, etc., et de défendre un tel projet. Un mythe total, donc, que la préparation de cette construction fédérale francophone imaginée, et qui le restera. Tout le contraire de ce qu'il en est s'agissant de l'État flamand en devenir, déjà préexistant au sein même du Royaume, par le moyen d'un parlement et d'un gouvernement communs à la Région et à la Communauté, et pour la construction duquel les nationalistes flamands sont toujours à inventer et à construire de nouvelles attributions précises pour le parachever (comme c'est le cas avec cette sixième réforme de l'État). Il sera donc prêt quand il prendra son envol (après la septième). Au final, cette annonce d'une Fédération Wallonie-Bruxelles, loin de traduire un rapprochement opérationnel entre les deux entités francophones, manifeste au contraire, parce qu'elle ne peut faire l'objet

d'aucune concrétisation utile, non l'amorce d'un cours nouveau, mais la distance persistante qui continue à séparer Wallons et Bruxellois.

Les Franco-Belges sont incapables, encore aujourd'hui, y compris les plus lucides, d'aborder franchement cette question du devenir effectif de la Wallonie et de Bruxelles, une fois que la Flandre sera complètement "partie"... Et les décideurs et élites "franco-phones" sont incapables à dépasser cette idée magique de "Fédération Wallonie-Bruxelles", simple propos de marketing politique pour camoufler la vacuité de leur stratégie. **Le corps politique et électoral franco-belge, en Wallonie comme à Bruxelles, est toujours dans l'impossibilité de se libérer de cette loyauté asservissante au Royaume, du fait même de l'aveuglement persistant sur l'avenir de ses élites et de ses décideurs. Le faux concept de "Fédération Wallonie-Bruxelles", c'est le mensonge politique à la population des élites dirigeantes, qui sert de camouflage à cet aveuglement persistant de la première comme des secondes.**

II. LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES DANS UN AVENIR POST-BELGE ?

A. Si, toutefois, les élites franco-belges, dirigeantes ou non, sont incapables d'amorcer la construction d'un futur Etat fédéral Wallonie-Bruxelles dans le cadre du Royaume, et s'interdisent même de développer publiquement une pensée élaborée sur l'adieu construction, rien n'empêche tout esprit libre de le faire. En commençant donc par s'interroger sur sa "faisabilité", tant politique que technique. Trois questions fondamentales se posent alors.

a) *La première question fondamentale est la capacité des francophones belges à se constituer comme un peuple unifié, ce qui est une condition essentielle pour se doter d'un Etat commun qui soit durablement viable.* Car, malgré l'unité linguistique et culturelle qui les rapproche et un long passé commun, la Wallonie et Bruxelles forment deux entités distinctes, deux populations différentes. (...)

b) *La seconde question fondamentale réside dans la faculté de construire les institutions politiques et administratives communes d'un Etat fédéral constitué de deux entités aussi dissimilables.* En effet, et contrairement à une opinion répandue, un tel Etat ne pourrait, sur le plan institutionnel, se borner à continuer l'ancienne Belgique, une fois la Flandre "partie". L'organisation des pouvoirs, le partage des compétences entre niveau fédéral et entités fédérées, régionales et communautaires, les dispositifs financiers, fiscaux et budgétaires, toutes règles fixées par la présente Constitution belge, sont conçues en fonction même de l'existence de la partie flamande (composition du Parlement, du gouvernement, répartition des attributions entre Communautés et Régions, lois de financement et transferts financiers, etc.). Cette Constitution serait donc caduque, et une nouvelle Constitution serait à construire pour le nouvel Etat wallo-bruxellois.

Or, *définir, par cette nouvelle Constitution, l'organisation des pouvoirs entre la Wallonie et Bruxelles, serait une tâche très ardue, compte tenu des intérêts divergents précités.* (...) Il est utile de faire valoir ici que, dans le monde des Etats fédéraux, l'Etat fédéral bicephale est une exception,

donc une anomalie éphémère. Les Etats fédéraux qui durent sont tous constitués d'un nombre élevé de membres. Au contraire, si les entités fédérées sont peu nombreuses, et surtout s'il n'y en a que deux, de poids non équilibrés, l'existence de l'Etat fédéral est incertaine et limitée dans le temps, car un équilibre stable entre les membres est impossible. Notons la disparition de l'ex-Etat fédéral bicephale tchécoslovaque (...). Et notons surtout que l'Etat belge lui-même, organisé autour de l'opposition de deux communautés antagonistes, et qui reste le seul Etat bicephale au monde, ne pourra survivre à ce handicap. De même, un Etat bicephale Wallonie-Bruxelles, n'a guère de chance de réussir à naître et encore moins à exister.

c) *La troisième question fondamentale tient à l'aptitude d'une telle union à affronter les énormes difficultés qu'aurait à surmonter un Etat wallo-bruxellois naissant.* Car, après la séparation d'avec la Flandre, les deux entités se raient en butte à des intérêts

disséminables et de surcroît aggravés, à des problèmes bien différents et qui seraient aiguës. À court terme, peut-on fonder des espérances sérieuses sur la solidité d'un couple wallo-bruxellois immédiatement confronté aux négociations de la partition de l'Etat belge et à ses problèmes redoutables, comme celui de la dette publique héritée et des déficits publics récurrents inévitables ? (...) Et, sur la durée, peut-on croire qu'une Fédération Wallonie-Bruxelles serait en mesure d'exister en matière de diplomatie ou de sécurité (...) ? Comment ces deux entités parviendraient-elles à surmonter de concert leurs difficultés financières persistantes, de causes et d'ampleur si différentes ? (...)

En vérité, *chacun des deux partenaires serait de faible secours pour la solution des problèmes de l'autre.* L'entité bruxelloise, essentiellement soucieuse de conserver les faveurs des instances européennes et transatlantiques, aux prises avec ses problèmes propres de maintien de son attractivité économique, avec ses questions politiques spécifiques liées au traitement de sa minorité flamande et à l'encerclement territorial flamand, et avec la non-résolution de ses problèmes sociaux dus notamment à sa forte minorité immigrée mal assimilée, aurait bien peu d'énergie et de moyens à consacrer à l'union avec la Wallonie, et sans doute pas la totalité de ses ressources financières. De même, la Wallonie, confrontée avant tout à ses besoins de financement massifs et chroniques de ses services publics et avantages sociaux, et aussi aux tensions qui s'aligneraient entre les différents pôles de son territoire et aux inquiétudes de sa population menacée de paupérisation (...).

Du fait de ces différences majeures, la Wallonie et Bruxelles, une fois laissées seules après le départ de la Flandre, formeraient un couple improbable. Un couple inapte à vivre durablement au sein d'un unique et véritable Etat. On voit donc mal comment, abandonnés à eux-mêmes, ces deux corps distincts d'une Belgique résiduelle parviendraient (...) à faire vivre durablement un Etat commun. Un Etat (...) d'organisation fédérale, mais dont toutes les institutions seraient à inventer, alors qu'il devrait être viable immédiatement puis le rester. Un Etat qui devrait être quelque chose de plus que la présente Communauté française, qui n'a pourtant pas la faveur des Wallons et des Bruxellois (...)



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

et qui fonctionne fort mal aux dires des uns et des autres. Avec cette tentative d'union, nous aurions au mieux une sorte de confédération lâche, donnant l'illusion, et pour bien peu de temps, de l'existence d'un État unique à l'extérieur, offrant ainsi momentanément satisfaction aux membres de l'Union européenne. Mais un État de façade, sans substance pour ses citoyens et ses entreprises, incapable de solidarité, inapte à impulser des actions communes d'importance. Une confédération si fragile que, si elle parvenait à naître, survivrait très difficilement, puis disparaîtrait après une brève existence.

B. Mais, et il faut le dire succinctement, pour la Wallonie et Bruxelles, une voie *séparée et solitaire ne serait pas meilleure*, ni pour l'entité wallonne ni pour l'entité bruxelloise. *Chaque nouvel État*, wallon et bruxellois, serait alors confronté à une isolement insupportable, préalable à une nouvelle dépendance douloureuse. Ce serait évidemment vrai *pour la Wallonie*, dépourvue d'un véritable sentiment national unitaire, confrontée très rapidement à *une impasse économique et financière totale*, peu sûre d'elle dans ces conditions pour négocier la partition, et sujette à tomber dans une dépendance étroite et confuse de l'Union européenne et de la France, dont elle solliciterait les financements. Ce le serait tout autant *pour Bruxelles*, bien que l'option d'une Cité-État européenne, couplée au statut faussement signifiant de "District européen", puisse être tentante, même si cette option est totalement illusoire et trompeuse pour ce qui concernerait la sauvegarde du caractère francophone de la cité et la protection contre

dès le moment de la partition de l'État belge. Qui plus est, ce serait ajouter deux États de plus à l'Union européenne, aux côtés de la Flandre, une difficulté de plus.

Au demeurant, et sans négliger certains courants de pensée, tant à Bruxelles qu'en Wallonie, qui postulent pour une telle voie solitaire, une fois le Royaume belge désintégré et la tentative d'un État wallo-bruxellois avortée, il faut souligner combien la volonté des partis politiques franco-belges est contraire à cette option. Il est patent (sauf pour certains séparatistes wallons et certains milieux intellectuels bruxellois...) que *les cinq forces politiques organisées dans l'espace wallo-bruxellois refusent toutes la séparation politique de la Wallonie et de Bruxelles*. Toutes leurs positions, entièrement collectives, de ces derniers temps, nous disent même : "plutôt ensemble sous domination flamande que séparés"... Et, de ce point de vue, le maniement de l'idée d'une Fédération Wallonie-Bruxelles, aussi inconsistante soit-elle, traduit bien cette aspiration des élites francobelges, politiques et autres, de maintenir dans l'unité le couple wallo-bruxellois.

C. En vérité, *le paradoxe de la tandem wallo-bruxellois*, c'est que ses deux membres ont encore envie et absolument besoin de rester ensemble, mais qu'ils ne le peuvent s'ils sont réduits à eux-mêmes. C'est qu'il *leur faut, pour tenir ensemble, le cadre d'un État tiers*. Cadre qui est aujourd'hui encore l'État monarchique belge à direction flamande. Et il en faudra de main un autre, qui semble ne pouvoir être une Fédération Wallonie-Bruxelles. **Dès lors, la solution française se présente comme la seule pos-**

sible, une fois les autres dis-soutes ou déconsidérées.

Aussi, aujourd'hui, il faut tenter de faire valoir qu'un couple *étatique wallo-bruxellois ne serait pas viable*, qu'il est donc déraisonnable de rêver à la création d'un État Wallonie-Bruxelles (...). Cette étape préalable de dénonciation de ce projet de Belgique-croûton, totalement illusoire, est nécessaire avant de pouvoir aboutir à exposer que *l'État français est le seul cadre étatique apte à maintenir la Wallonie et Bruxelles ensemble*.

Une démonstration qui n'est possible qu'à la condition de *satisfaire la volonté massive des populations, des élites et des milieux dirigeants francobelges de poursuivre leur existence commune, de Wallons et de Bruxellois, au sein d'une certaine forme de "Belgique française"*, qui reste dotée de l'essentiel de l'héritage institutionnel belge (dans l'esprit du projet Ducarme de 2008). Cet objectif implique une intégration en France de la Wallonie et de Bruxelles par le moyen de *deux statuts quasi-jumeaux d'autonomie des deux Régions*, et le maintien de l'essentiel du corpus juridique belge, qui leur resterait donc commun... À cet égard, cette vision non réaliste d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles" est une manifestation de plus qu'on ne convaincra pas les Franco-Belges d'une solution française qui serait fondée sur le concept rattachiste étriqué, sentimentally et inopérant de "tout de la France, rien de la Belgique", porté jusqu'à aujourd'hui par les rattachistes "historiques" (voir le site www.belgique-francaise.fr

pour des développements détaillés sur le projet d'intégration-autonomie de la Wallonie et de Bruxelles à la France).

En dernier lieu, il faut ajouter que *l'idée de "FWB" peut éventuellement fonctionner comme une démarche pédagogique de préparation des esprits à l'avenir français commun des deux entités wallonne et bruxelloise*. Ce serait alors l'un des moyens de faire comprendre et accepter un statut des deux entités "associées/adossées/intégrées" (mais pas "assimilées") à la France. Est-ce une ambiguïté nécessaire pour les temps présents ? Car il faut être particulièrement averti pour discerner dans ce slogan/concept de "Fédération" cette préparation à une solution française. **Dès lors, s'il peut être non nuisible, voire modestement utile, de soutenir provisoirement cette idée de "Fédération"**, du fait même de son absence de ligne directrice et de substance, de simple vocable sans signification palpable, **il ne faut pas que cela conduise à taire le projet réunioniste.**

Jacques Lenain

supplément à "4 millions 7"

Mai 2012

Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS

rue Middelbourg 65,

1170 Bruxelles

Comité de rédaction :

François Deuf, Jean-François

Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs :

Pierre Bertrand, Cédric Chopin,

François Deuf, Paul Durieux,

Jean-François Goosse,

Adrien Laurant, Pierre Mélot,

Jacques Rogissart,

Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. France-Wallonie-Bruxelles applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990